

**7 OCTOBRE 2021**

**MESSAGE ÉCRIT**

**PAR LE MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS CHRÉTIENS DE L'INDE  
DANS LE CADRE DE LA JOURNÉE MONDIALE POUR UN TRAVAIL DÉCENT**

Le travail contemporain régresse malheureusement davantage avec le déni des droits du travail, la détérioration de la démocratie, la violation des droits de l'homme, le déni de la justice sociale, le rejet du pluralisme, l'effacement de la laïcité, l'encouragement de la haine politique et l'entretien du fondamentalisme.

L'Organisation internationale du travail (OIT) a récemment adopté comme objectif stratégique d'améliorer la couverture et l'efficacité de la « protection sociale pour tous », en se concentrant sur la sécurité du revenu en mettant l'accent sur les pauvres. Pour cela, il faut identifier des moyens rentables et équitables par lesquels la protection sociale peut être étendue à tous les groupes. Et il est nécessaire de mettre l'accent sur la fourniture d'une protection sociale à l'ensemble du secteur informel. La perspective du « travail décent » résume les aspirations des personnes dans leur vie professionnelle. Elle implique des opportunités de travail productif en offrant un revenu équitable. Elle exige la sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale des familles, par de meilleures perspectives d'épanouissement personnel et d'intégration sociale. Elle nécessite la liberté pour les personnes d'exprimer leurs préoccupations, de s'organiser et de participer aux décisions qui affectent leur vie et l'égalité des chances et de traitement pour toutes les femmes et tous les hommes. En novembre 2018, l'OIT avait déclaré que 31 % des travailleurs indiens travaillaient dans des conditions insalubres tandis qu'environ 41 % d'entre eux étaient mal payés, ce qui place l'Inde au 19<sup>e</sup> rang sur 22 pays de la région Asie-Pacifique.

Une croissance durable nécessite une bonne santé, une bonne nutrition et une bonne éducation. Cela peut favoriser la transition d'activités à faible productivité et de subsistance vers des emplois décents hautement productifs et de l'économie informelle vers l'économie formelle. Une sécurité sociale adéquate encourage l'investissement dans le capital humain à la fois pour les employeurs et les travailleurs. Elle permet aussi aux travailleurs de s'adapter au changement et facilite des changements structurels équitables et inclusifs. En tant que stabilisateur automatique efficace en temps de crise, la sécurité sociale contribue à atténuer l'impact économique et social des ralentissements économiques, à renforcer la résilience et à accélérer la reprise vers une croissance globale. On peut apprendre beaucoup de l'expérience de certains pays en développement ou pays développés dans l'extension de la couverture des régimes de sécurité sociale contributifs aux travailleurs de l'économie informelle.

La Banque mondiale a averti que la COVID-19 engendrait une nouvelle génération de pauvreté et de troubles dûs à la dette, et le FMI a déclaré que les pays en développement risquaient de reculer d'une décennie. Le virus a creusé les écarts de revenus ou de

richesse, entre les lignes de fracture de classe, de race et de sexe. Les femmes ont été touchées, mais aussi parce qu'elles ont dû assumer une grande partie du fardeau supplémentaire de la garde d'enfants lors de la fermeture des écoles. Dans certains pays la participation des femmes à la population active est tombée au plus bas depuis le milieu des années 80.

Pour qu'une législation complète de protection sociale évolue, il est nécessaire de garantir un filet de sécurité sociale minimum pour tous les travailleurs, quels que soient le salaire, la taille de l'entreprise et le lieu d'origine. Il doit essentiellement reposer sur les principes de démocratie participative, d'inclusion, de dignité, d'équité, d'égalité, de responsabilité et de transparence. Des facteurs tels que les dépenses sociales, la fiscalité progressive et le fonctionnement des droits du travail devraient être les indicateurs essentiels pour mesurer l'engagement du gouvernement à promouvoir l'équité et à réduire les inégalités. Car les gouvernements ont un rôle fondamental à jouer dans la création d'un environnement propice pour que cela se produise. Dans tous les aspects, les organisations de travailleurs et les syndicats doivent aussi lutter pour la justice sociale universelle et une approche humaniste des économies politiques.

Message écrit par le Mouvement des Travailleurs Chrétiens de l'Inde